

Clap de fin pour l'usine de Blanquefort : l'Etat valide le plan social de Ford

Mardi 5 mars 2019 à 4:20 - Mis à jour le mardi 5 mars 2019 à 7:30 Par [Fanette Hourt](#) et [Aurélie Bambuck](#), [France Bleu Gironde](#) et [France Bleu](#)

Le plan social proposé par Ford pour l'usine de Blanquefort a été validé ce lundi soir par l'Etat. La direction du constructeur américain a salué "un plan social très complet" pour les 850 salariés. C'est la fin officielle d'une histoire girondine qui aura duré près de 50 ans.



Le PSE de Ford a été validé par l'Etat. © Radio France - Fanette Hourt

[Blanquefort, France](#)

Le PSE de Ford est officiellement validé. L'Etat, par la voix de la Direccte, la direction régionale du travail, a donné son accord ce lundi soir. C'est la direction de Ford-France qui a annoncé le feu vert de l'administration, saluant une étape importante franchie qui permet de "lever une partie des incertitudes qui pesaient sur nos employés quant à leur avenir". 850 salariés sont concernés par ce plan qui met fin à une aventure girondine qui a débuté en 1972.

Des départs en pré-retraite et des reclassements

Ce plan social est quasiment le même que [celui qui avait déjà été proposé en janvier dernier](#) : jusqu'à sept ans de pré-retraite, avec maintien de 70% du salaire, des indemnités de licenciement progressives en fonction de l'ancienneté (de 17 mois de salaire à partir de 30 ans d'ancienneté, à 7 mois de salaire pour moins de 10 ans d'ancienneté), ou encore des primes de mobilité pour les salariés qui trouvent du travail dans une autre région.

On s'attendait à plus d'humanisme — Pascal, salarié à Ford Blanquefort

Cette décision n'est pas une surprise pour les 850 salariés du site. Mais la déception est malgré tout immense. *"C'est bien petit comparé à une multinationale comme Ford et le profit qu'ils font"*, raconte Pascal. Il travaille chez Ford à Blanquefort depuis 28 ans. *"On s'attendait à plus d'humanisme, mais évidemment **_c'est la loi du fric_**"*, ajoute-t-il.

Pascal est salarié à Ford Blanquefort depuis 28 ans. Il est âgé de 51 ans.

Il y a d'autres solutions—Philippe Poutou

Mais pour Philippe Poutou, tout n'est pas fini. Le délégué CGT de Ford, et ancien président à l'élection présidentielle, **va continuer le combat**. Ce que cette décision de l'Etat a acté *"c'est qu'il n'y aura pas de reprise avant la fermeture. Mais on est convaincu qu'il y a une bataille à mener pour qu'il y ait une reprise d'activité juste après la fermeture"*, affirme Philippe Poutou.

Philippe Poutou, délégué CGT chez Ford à Blanquefort, veut continuer à se battre.

Le syndicaliste **demande donc à l'Etat de réagir**. *"C'est une question de choix et de volonté politique"*, assure Philippe Poutou, faisant allusion à [la possibilité](#)

d'une nationalisation partielle du site. *"Il faut que l'Etat agisse plutôt que de se plaindre de la méchanceté de Ford. Il faut prendre les choses en main",* conclut l'ancien candidat à la présidentielle.